

Insulaire et manquant de ressources naturelles, la société japonaise a fait de la fabrication le pivot de son économie. Pour importer les matières brutes dont elle avait besoin, il lui a fallu se tourner vers l'exportation. Pour transformer ces matières brutes, elle avait besoin de capitaux et de savoir-faire technique. Sa vive propension à l'épargne lui a permis d'accumuler les capitaux. Avidement de technologie, elle l'a souvent importée de l'Ouest. Pour mettre à jour ses connaissances, elle a investi intensivement dans l'éducation technique de sa main-d'œuvre actuelle et de la relève. Pour s'adapter à l'évolution des avantages comparatifs sur les marchés mondiaux, elle dispose d'une main-d'œuvre souple, qui sait réagir rapidement aux conditions salariales et d'emploi. En plus de tout cela, elle a administré avec sagesse ses politiques budgétaires et monétaires. Au cours des deux dernières décennies, le Japon s'est transformé en l'un des pays où les niveaux d'inflation, de chômage, d'accroissement des dépenses publiques et de la dette nationale sont les plus bas du monde. En un mot, c'est la maîtrise des principes fondamentaux de l'économie qui explique sa réussite et ses partenaires commerciaux devraient admettre plus facilement qu'ils pourraient en tirer des leçons.

Pourquoi le Japon n'est-il pas plus «ouvert» aux étrangers? Économie aux capitaux excédentaires, le Japon a réagi dans une large mesure comme le ferait toute économie qui maximise ses profits. La popularité de ses produits a provoqué à l'Ouest des limitations volontaires des exportations (LVE) et autres restrictions commerciales. En conséquence, les consommateurs occidentaux ont payé plus cher certains produits japonais alors que, ironiquement, le Japon s'est assuré à long terme des profits et rentes extraordinaires. Pour répartir ces rentes, banques, politiciens, bureaucrates, industriels et salariés ont formé officieusement une alliance profitable à tous. Une entreprise étrangère ne disposant pas des mêmes liquidités et devant faire face aux frais fixes élevés d'investissement sur le coûteux marché japonais tout en étant écartée des alliances que les sociétés japonaises nouent entre elles (y compris des sources de financement apparentées et de la majeure partie du système de distribution) n'arrive généralement pas à s'implanter au Japon.

Les représailles ponctuelles des États-Unis ou d'autres pays peuvent permettre à quelques grandes sociétés occidentales triées sur le volet d'avoir leur part de rentes, mais cela ne crée pas beaucoup d'emploi aux États-Unis ou au Canada, et n'ouvre pas de façon significative le marché japonais à l'investissement étranger. Ce qu'on a appelé la gestion commerciale axée sur des résultats a des chances d'entraîner un resserrement, plutôt qu'un relâchement, du contrôle du gouvernement et de l'industrie du Japon. Selon l'auteur du document, le défi japonais nécessite une évaluation plus honnête des moyens qui s'offrent aux partenaires commerciaux de ce pays d'émuler certaines pratiques : une gestion monétaire et budgétaire vigoureuse et constante, des efforts concertés pour créer un environnement propice à l'innovation et les avantages possibles que l'on peut tirer en encourageant les alliances entre sociétés (y compris avec le secteur financier) tout en assurant la concurrence entre ces alliances et au sein de ces alliances. Les mérites du système *keiretsu*, qui sont réels, devraient être examinés de près, tout en poursuivant,